

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur le président, j'aimerais d'abord rappeler à l'honorable député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) qu'il a entendu, tout comme moi, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) dire à la Chambre qu'il avait été appelé à Vancouver pour rencontrer le président de l'Allemagne, que ce voyage avait été planifié depuis de nombreux mois et que c'était pour faire l'affaire des Néo-démocrates, qui avaient un congrès la semaine dernière, que le débat a été remis à cette semaine. Alors, qu'on soit au moins honnête!

Monsieur le président, unité n'est pas synonyme d'uniformité! Dans tout ce qui nous distingue, nous devons chercher, trouver et mettre en valeur les liens qui nous unissent. Il nous faudra tracer une voie mitoyenne pour un fédéralisme renouvelé, rechercher et trouver notre identité propre, et bâtir un pays sur les richesses que nous partageons. Ce pays, il faudra le bâtir sur l'équité et la compréhension, la justice et l'égalité. Cette égalité, elle ne peut venir de l'équilibre des nombres, il faudra qu'elle vienne d'une définition de cette société canadienne qui sera tolérante et respectueuse de ses minorités, qu'elles soient linguistiques, culturelles, sociales ou économiques.

Il aura fallu un succès électoral le 15 novembre dernier pour pousser nombre de Canadiens à considérer la séparation du Québec comme menaçante et les forcer à réévaluer notre pacte confédératif à la lumière du rôle important que doit jouer le groupe francophone. Il nous faudra définir ce que nous voulons, ce que nous souhaitons trouver pour assurer l'existence d'un pays uni où toutes les couches de notre société des plus nanties comme des plus pauvres et ce dans tous les domaines qu'ils soient culturel, social ou économique, puissent y vivre pleinement et profiter de la richesse inouïe de notre patrimoine national.

En 1963, monsieur le président, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme affirmait: «Le Canada, sans s'en rendre compte tout à fait, traverse la plus grande crise de son histoire». Faut-il dire que cet avertissement a laissé la majorité des Canadiens un peu perplexes et parfois indifférents. La presse anglophone, en particulier, avait alors exagéré les commentaires des auteurs du rapport à preuve leur question—*What does Quebec want?*

Les choses ont changé et ce changement véhiculé dans certains cas par la violence politique, les conflits scolaires dans plusieurs provinces, une incompréhension des objectifs en matière de bilinguisme institutionnel, les oppositions régionales et provinciales en matière linguistique locale et la montée graduelle de l'identité québécoise qui existe, monsieur le président, tout cela pour nous amener aujourd'hui à un débat sur le Canada et l'unité nationale. Si je parle dans des termes un peu acerbes, monsieur le président, c'est que je ressens un peu d'angoisse. C'est le mot, à mon avis, qui résume tous les autres et celui qui peut seul traduire les craintes exprimées par un groupe auquel j'appartiens et qu'on appelle minorité de langue française, franco-ontarienne dans mon cas.

Récemment, prenant la parole à l'ouverture du forum sur l'avenir du pays intitulé *Destinée Canada*, le professeur d'histoire, George Ramsay-Cook disait, et je cite:

Unité nationale

Le Canada de 1867 était une nation composée de régions où les habitants désiraient conserver leur identité propre à l'intérieur d'un cadre canadien commun.

Le professeur Cook précise que ce dualisme d'allégeance existe dans toutes les régions et toujours, selon lui, il ne fait pas de doute que les Canadiens, quels que soient leur région, leur groupe culturel, leur classe ou leur sexe, refusent avant tout d'être condamnés à cette situation permanente de minoritaire et désirent que le Canada leur offre la possibilité d'en arriver à une égalité relative. Si on doit juger une société par la façon dont elle traite ses minorités, quelles soient linguistiques, culturelles, sociales ou économiques, il nous faudra réveiller chez les Canadiens ce sens d'équité, de liberté et d'égalité. Nous ne pouvons continuer d'assister en spectateurs impuissants à la dégradation de la situation et au déchirement du tissu national.

Il faudra que le Canada anglais soit perçu dans ses actes comme étant assez grand pour traiter avec ses groupes francophones sur un pied d'égalité pour reconnaître en eux une collectivité digne de tout respect et leur donner la place qui leur revient dans toutes les sphères d'activités. Il faudra relever ce défi, monsieur le président, en poursuivant notre affirmation individuelle et collective tout en évitant de brimer les droits de nos concitoyens d'une autre origine. Pour certains, dans les provinces anglaises cette exigence ne semble pas essentielle, compte tenu de toutes les injustices dont les Canadiens de langue française ont été victimes depuis la création du Canada. Si la fameuse question: *What does Quebec want?* devient tout aussi énigmatique que *What will happen in Quebec?*, nous sommes évidemment devant une situation inquiétante et déconcertante. Ce qui va se passer au Québec sera déterminé tout autant par ce qui se passera dans les autres provinces au cours des prochaines années. Espérons que le bilan négatif jusqu'à maintenant des provinces anglophones ne permettra pas à certains de se trouver d'autres Plaines d'Abraham.

● (2110)

Après 110 ans, n'est-il pas bon de regarder sérieusement les erreurs d'antan afin de pouvoir les corriger et bâtir un pays à l'intérieur duquel les différences seront considérées comme des richesses, comme des éléments positifs et où l'expérience servira à éliminer des injustices? Bien sûr, nous avons besoin d'une nouvelle formule puisque après 110 ans un des partenaires parle de séparation ou de divorce. Ce qui m'inquiète devant cette possibilité de séparation avec une association économique, ce ne sont pas les conditions de partage des biens ou le règlement financier, mais bien qui aura charge des héritiers de Lord Durham. En effet, qu'advient-il des minorités linguistiques si le Québec se sépare du reste du Canada? Certains prétendent qu'elles seraient vite assimilées. D'autres, qu'elles serviraient d'otages tant pour le Québec français que pour le Canada anglais. Personnellement, je crois qu'il y a de fortes chances que nous, les minorités canadiennes, devenions les Palestiniens de l'Amérique du Nord.

Déjà en 1912 les Canadiens français étaient confrontés par ce même problème. Monseigneur Langevin, évêque de l'Ouest canadien, ouvrit le Congrès de la langue française, tenu du 24 au 30 juin 1912, en déclarant ceci, et je cite:

Nous ne reconnaissons à personne le droit d'arrêter les Canadiens français à la frontière de la province de Québec et de leur dire: Hors de là vous n'êtes plus chez vous... Nous sommes chez nous partout au Canada.